

forbidden stories

AZERBAÏDJAN

# Comment l'or de la colère finit dans nos produits high-tech

En juin 2023, une journaliste d'Abzas Media est intimidée et brièvement arrêtée pour son travail sur les résidus toxiques de la mine d'or Gedabek. En poursuivant l'enquête de l'équipe d'Abzas Media, aujourd'hui derrière les barreaux, un consortium de journalistes a suivi la trace de cet or qui termine sa route dans les voitures Tesla, nos smartphones Apple ou nos ordinateurs HP.

## ENQUÊTE

FORBIDDEN STORIES, AVEC FRANCE 24 ET RADIO FRANCE

C'est David contre Goliath mais version 2023, en Azerbaïdjan. Au premier plan, une femme, la soixantaine passée, foulard traditionnel sur la tête, avance péniblement. Derrière elle, des dizaines d'agents anti-émeutes. La manifestante, qui boite, est rattrapée et aspergée de gaz lacrymogène par un policier.

En juin 2023, cette image choc fait le tour des réseaux sociaux azerbaïdjanais. Le pays découvre alors l'existence du petit village de Soyudlu et de la mine d'or voisine, à l'origine de la révolte des habitants.

L'auteur de ces reportages est une jeune journaliste d'investigation de 25 ans : Nargiz Absalamova qui travaille pour Abzas Media, l'un des derniers médias indépendants du pays, connu pour ses enquêtes sur la corruption et les violations des droits de l'homme sous le régime d'Ilham Aliyev. Une exception dans le paysage médiatique azerbaïdjanais, réputé pour sa docilité vis-à-vis des autorités. Abzas Media a appris à gérer les coups de pression et les menaces mais ses journalistes ne s'attendaient pas à autant d'ennuis avec cette histoire de mine d'or.

## L'envers du décor

L'Azerbaïdjan est plus connu pour ses gisements de pétrole que pour ses métaux précieux. Pourtant, son sous-sol regorge de minerais. En particulier dans le Petit Caucase, une chaîne de montagnes située à la frontière entre la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan. C'est en 2008, dans cette région très verte et vallonnée, qu'est mis en exploitation le site à ciel ouvert de Gedabek, la première mine d'or du pays. Une manne économique pour les habitants de cette région éloignée, qui se sont vus offrir des promesses d'emplois, un cybercafé ou des formations internet.

L'envers du décor est moins rayonnant... Pour séparer l'or de la roche, la mine utilise une solution liquide à base de cyanure : les boues finissent dans un gigantesque lac artificiel de six millions de mètres cubes – l'équivalent de 1.600 piscines olympiques – créé en 2012 à quelques centaines de mètres du village de Soyudlu.

Une cuve géante qui a ses limites. D'après les informations diffusées sur le site internet de la compagnie minière, la capacité de stockage est « suffisante jusqu'à la fin de l'année 2023 environ ». Pour continuer à exploiter l'or, la société a longtemps envisagé de construire un deuxième bassin dans une vallée toute proche. C'était sans compter la colère de la population locale, notamment relayée par les reportages d'Abzas Media.

## La goutte d'eau

« Mon mari est mort d'un cancer, l'étang contaminé nous tue ! », déplore une femme au micro de la journaliste. De nombreux villageois considèrent le bassin de résidus miniers responsable des cancers, maladies cardiaques et troubles digestifs qui, selon eux, se développent dans la région.

Interrogée sur l'impact sanitaire de ses activités minières, la société propriétaire, Anglo Asian Mining, renvoie aux articles publiés par des médias pro-gouvernementaux attestant, photos à l'appui, que des examens médicaux volontaires « ont été effectués sur les habitants du village de Soyudlu ». Les résultats indiquent « un état de santé satisfaisant de la population ».

## Torture et menace de viol

24 heures après leur arrivée, Nargiz Ab-



Une femme âgée du village face aux autorités qui exprime ses craintes quant à la contamination du réservoir. © MEYDAN TV.

Carrière de la mine de Gedabek dont sont extraites les tonnes de roches nécessaires à la production de doré. © SITE INTERNET D'ANGLO ASIAN MINING.



Les habitants du village Soyudlu, le 21 juin 2023, manifestent contre la construction d'un deuxième barrage et la répression de la manifestation de la veille. © MEYDAN TV.

salamova et deux autres journalistes se sont vus refuser l'entrée au village. S'en étant malgré tout approchés en empruntant un chemin alternatif, ils ont immédiatement été arrêtés par la police puis frappés. Une situation jugée suffisamment grave pour alarmer la Commission aux droits de l'homme au sein du Conseil de l'Europe. Dans une lettre datée du 13 juillet, elle a questionné les autorités sur la légalité des mesures prises pour empêcher les journalistes d'accéder au village. Il lui a été répondu que l'interdiction avait justement pour but de garantir leur sécurité compte tenu des dangers sur le terrain.

Cette censure a continué jusqu'à Bakou. Dès son retour dans la capitale après son reportage, le journaliste Elmaddin Shamilzade a été arrêté par des hommes en civil, emmené de force au poste de police, frappé et menacé de viol s'il ne donnait pas aux agents un accès complet au contenu de son téléphone. Elmaddin a depuis quitté le pays.

## Panique des autorités

Réprimées dans la violence, les manifestations d'habitants de Soyudlu sont prises très au sérieux par le pouvoir et inquiètent jusqu'au Président et au gouvernement, ils ont ordonné la suspen-

sion des activités extractives dans l'attente d'une étude d'impact environnemental et sanitaire.

Mais le gouvernement d'Aliyev a beaucoup à perdre : la société britannique Anglo Asian Mining (AAM) qui détient la concession minière a, par le biais de sa filiale locale Azerbaijan International Mining Company, signé un accord de partage de la production avec le gouvernement azerbaïdjanais. Chaque jour de fermeture représente un énorme manque à gagner pour les autorités et pour l'entreprise, qui a vu son action chuter brutalement en juillet dernier.

## Officiellement, le problème est réglé

Entre le 25 juillet et le 1<sup>er</sup> août 2023, des dizaines de représentants ministériels, d'ingénieurs et de scientifiques ont été dépêchés sur place. Construction du barrage, état des cours d'eau, qualité de l'air... Toute une batterie d'examen a été réalisée sous l'égide de la société internationale de conseil en géologie et en exploitation minière Micon International.

Deux mois plus tard, le 26 septembre 2023, tous les voyants sont repassés au vert pour une reprise des activités, tout au plus a-t-il été déploré « un manque de communication proactive entre l'équipe de gestion du site et la communauté locale ». Malgré des demandes répétées auprès d'AAM, de Micon International, des laboratoires qui ont analy-



sé les prélèvements et du ministère de l'Environnement, Forbidden Stories et ses partenaires n'ont pas pu accéder aux résultats des prélèvements menés sur le terrain ni aux recommandations faites.

L'idée d'un nouveau bassin aussi proche du village a, elle, été écartée au profit d'une surélévation de 7,5 mètres du barrage actuel.

## Le silence est d'or

A l'autre bout de la chaîne, à Soyudlu, des questions demeurent. Comment cet immense bassin a-t-il été construit ? Est-il étanche ? Certains craignent même une rupture du barrage, un scénario qui s'est déjà produit il y a une vingtaine d'années dans la ville de Baia Mare en Roumanie. A l'époque, la rupture d'un barrage contenant les résidus miniers de la mine de Baia Borsa avait provoqué le déversement de 100.000 mètres cubes d'eau empoisonnée au cyanure dans les rivières locales, détruisant 80 % de la vie aquatique.

A Soyudlu et dans la région, l'accès à l'information est désormais totalement cloisonné et la couverture médiatique réduite à néant. Et ce, alors que l'Azerbaïdjan accueillera la COP29 en novembre 2024.

Nargiz Absalamova à la sortie du tribunal du district de Khatai le 1<sup>er</sup> décembre 2023, tout juste condamnée à 3 mois de détention provisoire. © ULVIYYA ALI